

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE ENTRE LA COMMUNE DE GRASSE  
ET MONSIEUR GIACOMO DE PASS**

**Mécénat d'une œuvre**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

**COMMUNE DE GRASSE**

La Commune de Grasse, Hôtel de Ville – Place du Petit Puy – B.P. 12069 - 06131 GRASSE, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 00 18, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la Commune en vertu d'une délibération n° 2021-xx en date du 9 février 2021, visée en Préfecture le xx février 2021.

ci-après désignée « **La commune de Grasse** »

Et :

**Monsieur Giacomo DE PASS**

Adresse : 71 avenue de Boutiny, Moulin de Peymeinade, 06530 PEYMEINADE

Mel : ldepass@gmail.com

Tél : 06 30 86 87 99

Ci-après désigné par le terme « **Le mécène** »,

## **IL EST EXPOSE CE QUI SUIV :**

La médiathèque Charles NEGRE sera un lieu d'échanges intergénérationnels ouvert à tous ayant pour thématique « l'Image ». Cette médiathèque de lecture publique mettra à disposition du public des fonds diversifiés d'une richesse importante, ainsi que de nouveaux services tels que l'Artothèque.

Monsieur Giacomo DE PASS détient dans son patrimoine propre une œuvre qu'il souhaite offrir à la Médiathèque Charles NEGRE afin qu'elle soit mise à disposition du public via l'Artothèque.

D'origine vénitienne, Giacomo DE PASS est un peintre et sculpteur français né au Maroc le 10 novembre 1938. Artiste impossible à classer, sa palette de styles est déconcertante. Le moindre bouleversement de sa vie se reflète dans sa création, ce qui explique la diversité de ses œuvres qui s'étendent de l'impressionnisme à l'expressionnisme, en passant par le surréalisme fantastique, du fauvisme au symbolisme et au-delà des limites de l'abstraction.

### **ARTICLE 1 - OBJET**

Le mécène offre à la commune de Grasse une œuvre dont il est l'auteur :

- Rencontres, Divinités : 100 x 100 cm, huile sur toile, 2016, valeur 12 500,00 euros (douze mille cinq cent euros)

Cette pièce représente un intérêt pour enrichir les collections de l'Artothèque de la médiathèque Charles NEGRE.

### **ARTICLE 2 : PROPRIETE DE LA COLLECTION**

La commune de Grasse est seule propriétaire de l'œuvre objet de la présente. A ce titre, le mécène ne pourra prétendre à aucun droit de propriété sur l'œuvre.

En revanche, le mécène impose que cette œuvre, inaliénable, soit entreposée, gérée et empruntable à l'artothèque de la médiathèque Charles NEGRE.

L'œuvre pourra être prêtée à toute personne qui souhaiterait l'exposer.

### **ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MECENE**

La participation du mécène est limitée à l'œuvre décrite à l'article 1 de la présente convention, ceci quelles que soient les sujétions prévues ou imprévues rencontrées dans la mise en œuvre du projet.

### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE DE GRASSE**

La commune de Grasse déclare accepter le présent engagement du mécène.

La commune de Grasse déclare avoir fourni au mécène un document explicatif des modalités de valorisation des dons et prestations en nature dans le cadre de la loi sur le mécénat, intitulé « Cadre fiscal de la valorisation des dons en nature et compétences relatifs au Mécénat » (document cadre fiscal en annexe de la présente convention).

#### **4.1 Affectation du don :**

La commune de Grasse s'engage à utiliser le don effectué dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie par la présente convention.

A la réception du don, la commune de Grasse établira et enverra un reçu fiscal au mécène (Cerfa 11580\*03 de « reçu au titre des dons ») pour un montant de 12 500,00 € (douze mille cinq cent euros).

#### **4.2 Mention du nom du mécène :**

Pour assurer à l'action le rayonnement qu'il convient, la commune de Grasse développe une communication à laquelle, dans une certaine mesure, le mécène est associé.

La commune de Grasse s'engage à faire apparaître le nom du mécène sur :

**\* Les outils de communications relative au projet ou à la communication du mécénat sur la commune en général pour l'année de signature de la convention.**

#### **4.3 Contreparties :**

Comme indiqué précédemment, le mécène soutient les actions de la commune de Grasse définies ci-dessus dans le cadre de sa politique de mécénat.

Conformément à la réglementation applicable, sans que cela puisse remettre en cause l'intention libérale du mécène, la commune de Grasse fera bénéficier au mécène des contreparties suivantes, dont la valeur est nettement disproportionnée à celle du don effectué au profit de la collectivité :

- Inscription du nom du mécène sur le cartel de l'œuvre à chaque fois qu'elle sera utilisée dans une exposition et inscription au dos de l'œuvre empruntée ;
- Communication sur les réseaux sociaux du nom du mécène lors de chaque action de communication liée à cette œuvre ;

Et ce pendant l'année de signature de la convention.

Aucune disposition de cette convention ne pourra être interprétée comme créant un lien de subordination entre le mécène et la commune de Grasse.

### **ARTICLE 5 : REMERCIEMENTS**

La commune de Grasse s'engage à mentionner autant que possible le soutien de son mécène dans les discours officiels et dans la presse dédiée à l'évènement.

La commune de Grasse mentionnera également « le mécène » parmi ses mécènes de l'année sur les supports qu'elle sera amenée à utiliser pour promouvoir de façon générale sa politique de mécénat.

### **ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra effet à compter de la signature des présentes, et prendra fin dès que l'œuvre sera reçue au service Bibliothèque & Médiathèques. Seul l'engagement de conserver l'œuvre au sein de la médiathèque Charles NEGRE n'est pas soumis à une durée quelconque.

## **ARTICLE 7 : ELIGIBILITE AU MECENAT**

La commune de Grasse déclare être habilitée à fournir des reçus de dons aux œuvres, conformément au texte de la loi n° 2003-79 du 1<sup>er</sup> août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations.

## **ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE**

Chacune des parties considérera comme confidentielle toute information ou élément, comprenant notamment mais non exclusivement, les échanges techniques, artistiques, transmis par l'autre.

En conséquence, chaque partie s'engage à ne pas les utiliser à d'autres fins que celles prévues à la convention et à assurer de manière générale leur confidentialité en prenant toutes les mesures qu'elle jugera utiles.

Cet engagement restera applicable tant pendant la durée des présentes qu'au-delà et sans limitation de durée. Ne seront toutefois pas entendues comme confidentielles les informations qui seront tombées dans le domaine public antérieurement ou postérieurement à la signature de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : REPORT – ANNULATION – RESILIATION**

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

Toute annulation pour une raison autre que celles décrites ci-dessus entraînera pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre partie une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties d'une des obligations définies dans la Convention et trente (30) jours après réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec avis de réception de mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, la partie lésée pourra résilier de plein droit ladite Convention par lettre recommandée avec avis de réception, sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

Toute résiliation de la présente Convention ne saurait affecter les droits et engagements de l'une ou l'autre des parties, consentis ou exercés avant la date de résiliation anticipée concernée.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

## **ARTICLE 11 : LITIGES**

En cas de litige relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable (conciliation, arbitrage, etc...). A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Nombre de pages : 5 + 1 annexe de 2 pages

Fait à Grasse, le en deux (2) exemplaires originaux

**M. Giacomo DE PASS**

**Pour la commune de Grasse,  
M. Jérôme VIAUD**

**Maire de Grasse,  
Vice-Président du Conseil départemental  
des Alpes-Maritimes  
Président de la Communauté d'Agglomération  
du Pays de Grasse**

**Les mécènes de l'article 238 bis du Code Général des Impôts :**

Cadre général :

La Loi n° 2003-709 du 1<sup>er</sup> août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations a modifié l'article 238 bis du Code Général des Impôts avec des mesures qui améliorent la situation des entreprises. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, l'entreprise mécène bénéficie d'une réduction d'impôts de 60% du montant du don, dans la limite de 0,5% de son chiffre d'affaires HT annuel, avec la possibilité de reporter l'excédent sur cinq exercices en cas de dépassement du seuil annuel ou si le résultat de l'entreprise l'année du don est nul ou déficitaire. La réduction d'impôt est calculée en priorité sur les dépenses de l'année, les reports sont retenus ensuite par ordre d'ancienneté.

Régime réel d'imposition :

Les entreprises concernées par l'avantage fiscal prévu par la loi sont celles qui sont soumises à un impôt sur le résultat en France. Il s'agit soit de l'impôt sur les sociétés (IS), soit de l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux (BIC), des bénéfices non commerciaux (BNC) ou des bénéfices agricoles (BA). Elles doivent relever d'un régime réel d'imposition ce qui exclut de l'avantage fiscal lié au mécénat les entreprises soumises aux forfaits.

Obligations déclaratives :

Pour bénéficier de l'avantage fiscal, les entreprises sont soumises à des obligations déclaratives particulières.

- Pour celles soumises à l'impôt sur les sociétés, elles doivent joindre une déclaration n°2069-M-SD (art 49 septimes X annexe III du CGI) ;
- Lorsqu'elles disposent d'une déduction d'impôt non imputée sur l'impôt dû au titre des exercices antérieurs, elles doivent joindre en plus l'état de suivi n°2069-MSI-SD
- Pour celles soumises aux BIC, BNC, BA, elles doivent joindre une déclaration n°2069-M-SD
- Lorsqu'elles disposent d'une déduction d'impôt non imputée sur l'impôt dû au titre des exercices antérieurs, elles doivent joindre en plus l'état de suivi n°2069-MS2-SD.

Exemples concrets :

L'entreprise Je suis mécène a un chiffre d'affaires constant de 300 000 euros HT annuel. Elle réalise des bénéfices depuis 5 ans et dépend du régime réel d'imposition de l'IS. Elle décide de soutenir une association de loi 1901 reconnue d'intérêt général et les actions culturelles menées par la collectivité sur laquelle elle est implantée. Elle fait plusieurs dons successifs sur 3 ans :

Année N : Don en nature valorisé à hauteur de 500 euros HT en mai – Don financier de 1000 euros HT en octobre

Année N+1 : Don financier de 1000 euros HT en avril – Don financier de 1000 euros HT en septembre

Année N+2 : Don en nature valorisé à hauteur de 800 euros en mai – Don en nature et prestations valorisé à 500 euros HT.

Année N+3 : Don en nature valorisé à hauteur de 800 euros en mai

Compte tenu de son chiffre d'affaires de 300 000 euros, l'entreprise Je suis mécène a une capacité annuelle de « générosité défiscalisable » de 0,5% X 300 000, soit 1500 euros HT. Pour l'année N, la somme des dons vaut 1500 euros HT et ne dépasse donc pas le plafond autorisé. L'entreprise pourra déduire 60% X 1500, soit 900 euros.

En revanche sur l'année N+1, son don total de 2000 euros dépasse le plafond. Elle devra déduire dans la limite du plafond de 1500 euros HT et reporter les 500 euros de don excédentaire sur l'année suivante. Sur N+2, le total des dons effectués, 1300 euros HT, ne dépasse pas le plafond de 0,5%.

Mais le report ne peut être entièrement consommé. L'entreprise Je suis mécène décide d'affecter le report sur l'année N+3. L'année N+2, elle bénéficie donc d'une déduction de 60% X 1300, soit 780 euros HT. L'année N+3, elle reporte l'excédent de 500 euros de l'année N+1 et bénéficie donc d'une déduction égale à 60% X (500+800), soit 780 euros HT.

## **Evaluation fiscale du don en nature et prestations :**

### Les types d'apports et leur évaluation :

- Apport d'une immobilisation : évaluation à la valeur vénale. Le don se traduit d'une part, par la réalisation d'une plus ou moins-value égale à la différence entre la valeur vénale du bien appréciée à la date du don et sa valeur nette comptable. La plus-value immédiatement appréhendée par le donateur est imposable au taux de droit commun. D'autre part, par une perte égale à la valeur vénale du bien donné. Cette perte est déductible au taux de droit commun.
- Apport en stock (valeur nette comptable pour les éléments inscrits à l'actif de l'entreprise) : évaluation au coût de revient, dont charges directes et indirectes (ex : coût de transport). Si le bien est neuf et a été acheté par l'entreprise mécène, sa valorisation est égale au prix d'achat mentionné sur la facture. Attention, si le bien fourni est totalement amorti, l'entreprise ne peut prétendre utiliser ce don au titre des réductions d'impôts car la valeur de ce bien est nulle du point de vue comptable et fiscal. La TVA acquittée par l'entreprise sur le bien n'est pas déductible car elle est utilisée dans le cadre d'une opération non imposable, sauf s'il s'agit de biens de faible valeur, ou dans le cas de dons à des FRUP ou ARUP.
- Mise à disposition d'un local : valeur locative (prix de marché)
- Mise à disposition de personnel ou mécénat de compétences : coût de revient (salaires bruts + charges sociales et fiscales) et non-valeur marchande (Instruction fiscale 4 C-5-04 du 13 juillet 2004).

### Responsabilité :

La valeur du don en nature est déterminée sous la responsabilité du donateur. La formule « Valeur des biens reçus - Informations fournies par l'entreprise donatrice » est apposée par le bénéficiaire sur le cerfa.

L'organisme bénéficiaire engage sa responsabilité sur le montant qu'elle indique sur le reçu fiscal. En cas d'établissement irrégulier de reçu, elle est soumise à une amende de 25 % des sommes perçues.